Conto corrente con la posta

Anno 88° — Numero 168

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Venerdì, 25 luglio 1947

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 1500 - Semestre L. 800 - Trimestrale L. 500 (*oltre L. 12 per tassa di bollo*)
Un fascicolo L. 10
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

AI «BOLLETTINO DELLE ESTRAZIONI» (sorteggio titoli, obbligazioni, cartelle)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 2400 (*oltre L. 16 per tassa di bollo*)
Semestrale L. 1500 (*oltre L. 12 per tassa di bollo*)
Un fascicolo: prezzi vari.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 800 - Semestrale L. 500 - Trimestrale L. 300 (*oltre L. 12 per tassa di bollo*)
Un fascicolo L. 10
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo Via Marco Minghetti 23-24); Via Firenze 37 (palazzo Ministero della Guerra); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capiluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - Via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

DECRETO LEGISLATIVO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 6 maggio 1947, n. 663.

Approvazione degli Accordi in materia commerciale e di pagamento stipulati in Roma il 10 ottobre 1946, fra l'Italia e la Polonia.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto il decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151;

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per il commercio con l'estero, per l'industria e commercio, per le finanze e il tesoro e per i trasporti;

HA SANZIONATO E PROMULGA:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data agli Accordi in materia commerciale e di pagamento stipulati in Roma il 10 ottobre 1946 fra l'Italia e la Polonia.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 15 novembre 1946.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 6 maggio 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — VANONI — MORANDI — CAMPILLI — FERRARI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 luglio 1947
Atti del Governo, registro n. 10, foglio n. 53. — FRASCA

Accord commercial entre la République d'Italie et la République de Pologne

Le Gouvernement de la République d'Italie, et le Gouvernement provisoire de l'Unité Nationale de la République de Pologne désireux de reprendre dès maintenant et de développer dans toute l'étendue des possibilités réciproques les échanges commerciaux entre leurs Pays, sont convenus, tout en laissant en suspens la réglementation des questions ne faisant pas l'objet du présent Accord, de ce qui suit:

Art. 1.

L'Italie et la Pologne s'accorderont mutuellement un traitement aussi favorable que possible dans l'octroi des autorisations d'exportation et d'importation de manière à faciliter le développement des échanges réciproques.

Art. 2.

Le Gouvernement polonais autorisera l'exportation de Pologne vers l'Italie des marchandises indiquées dans la liste *B* ci-annexée, jusqu'à la concurrence des quantités ou des valeurs y mentionnées pour chaque groupe de produits.

De son côté le Gouvernement italien autorisera l'importation en Italie des dites marchandises jusqu'à la concurrence des quantités ou des valeurs indiquées dans la même liste. Ceci pour autant que de telles autorisations soient nécessaires à l'exportation ou bien à l'importation, suivant les dispositions en vigueur dans les deux Pays.

Art. 3.

Le Gouvernement italien autorisera l'exportation d'Italie vers la Pologne des marchandises indiquées dans la liste *A* ci-annexée jusqu'à la concurrence des quantités ou des valeurs y mentionnées pour chaque groupe de produits.

De son côté le Gouvernement polonais autorisera l'importation en Pologne des dites marchandises jusqu'à la concurrence des quantités ou des valeurs indiquées dans la même liste. Ceci pour autant que de telles autorisations soient nécessaires à l'importation ou à l'exportation, suivant les dispositions en vigueur dans les deux Pays.

Art. 4.

Le Gouvernement italien s'engage à effectuer le transport du charbon polonais destiné à l'Italie par chemin de fer, en utilisant ses propres moyens, selon le plan prévu dans les contrats d'achat et vente.

Si dans un mois quelconque, le Gouvernement italien, malgré ses efforts, n'était pas à même de retirer toute la quantité établie dans les contrats, les quantités non retirées pendant le mois en question seront reportées sur les mois suivants, en conformité avec les plans de production et d'expédition du charbon des mines polonaises.

Ce même engagement se réfère aux quantités de charbon que l'Italie pourra retirer par voie maritime.

Art. 5.

Les deux Gouvernements pourront, d'un commun accord, augmenter les contingents prévus dans les annexes *A* et *B*, ainsi qu'y ajouter des contingents pour d'autres marchandises. Dans ce but les deux Gouvernements, s'engagent à échanger leurs vues, soit par la Commission Mixte prévue à l'art. 9 ci-après, soit par les moyens diplomatiques ordinaires, afin de prendre en considération toute possibilité de faciliter et d'étendre l'application du présent Accord.

Art. 6.

Les deux Gouvernements s'engagent à faire tout leur possible pour que les contrats concernants la livraison des marchandises, mentionnées dans les listes *A* et *B*, soient conclus dans le plus bref délai, afin de faciliter l'utilisation des contingents prévus.

Art. 7.

Les contingents indiqués dans les listes *A* et *B* sont valables pour une période d'une année à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord.

L'octroi des autorisations d'importation et d'exportation sera effectué dans le plus bref délai possible, dès que le présent Accord sera entré en vigueur.

En ce qui concerne les produits ayant un caractère saisonnier, les autorisations d'importation en Pologne seront délivrées de la part des Autorités compétentes en temps utile, en tenant compte de leur caractère particulier.

Les contrats et les factures relatives aux marchandises énumerées dans les listes *A* et *B*, ci-annexées, seront normalement conclus et, respectivement, libellées en dollars U.S.A. et les prix s'entendent franco frontière du Pays exportateur, à moins qu'il soit convenu à ce sujet d'une manière différente.

Art. 8.

La livraison des marchandises, dont la distribution est contrôlée par le « I. E. F. G. » ou le « Combined Boards » à Washington ou par d'autres organisations qui pourraient être substituées à leur place, sera soumise aux dispositions prises par les dites organisations.

Art. 9.

Pour faciliter les échanges commerciaux entre les deux Pays il sera constitué une Commission Mixte composée de représentants officiels polonais et de représentants officiels italiens.

Cette Commission sera autorisée à soumettre aux deux Gouvernements toute proposition, prise d'un commun accord, tendant à améliorer les relations commerciales entre l'Italie et la Pologne. Elle sera chargée de surveiller l'application du présent Accord et de résoudre les différands relatifs à son application. Elle se réunira sur demande de l'une ou de l'autre Partie Contractante.

Art. 10.

Le présent Accord, qui sera valable pour une période d'une année, devra être ratifié aussitôt que possible, en tenant compte des obligations découlants de la législation de chacune des deux Parties Contractantes. Toutefois les deux Gouvernements pourront le faire entrer en vigueur, à titre provisoire, par échange de notes.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 10 octobre 1946.

Pour l'Italie
A. DE GASPERI

Pour la Pologne
STANISLAW KOT

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE *A*

EXPORTATIONS ITALIENNES VERS LA POLOGNE

MARCHANDISES	Quantité ou valeur	
Citrons	Qx.	50.000
Oranges	»	5.000
Huile de ricin pharmaceutique	»	100
Huile d'amandes	»	60
Chanvre peigné	»	5.000
Travaux en chanvre	»	50
Minérais de zinc	»	250.000
Minérais de plomb	»	4.000
Mercure	»	100
Magnésium métallique	»	500
Soufre et fleurs de soufre	»	80.000
Celluloïde	»	30
Travaux en celluloïde	»	10
Tiges de sarasin	»	2.000
Huiles essentielles	»	25
Liège brut et ses produits	»	5.000
Pierre ponce	»	1.000
Carbonate de magnésium	»	300
Sulfate de magnésium	»	500
Acide citrique	»	200
Acide tartrique	»	200
Acide borique et borate de soude	»	600
Matières tartriques grèges	»	500
Jus de réglisse	»	100
Plantes médicinales	»	200
Sumac	»	200
Extraits tannants	»	5.000
Colorants pour l'industrie textile et autres	L. it.	65.000.000
Parties détachées de machines textiles en fer, en acier et autres matières:	»	25.000.000
— garnitures pour machines à carder		
— garnitures et accessoires en cuir		
— aiguilles pour machines textiles		

MARCHANDISES	Quantité ou valeur	
Machines-outils	L. it.	575.000.000
Installations et machines diverses pour l'industrie minière	»	120.000.000
Moteurs et appareils de levage	»	160.000.000
Instruments électriques de mesure et pour laboratoire	»	70.000.000
Machines à souder électriques et accessoires	»	80.000.000
Appareillages électriques	»	25.000.000
Appareils radio-téchniques et de télé-communication	»	180.000.000
Machines à écrire, à calculer et téléscripteurs	»	50.000.000
Machines non dénommées ailleurs	»	25.000.000
Appareils cinématographiques	»	65.000.000
Films cinématographiques	»	12.000.000
Autres marchandises et divers	»	100.000.000

LISTE *B*

EXPORTATIONS POLONAISES VERS L'ITALIE

MARCHANDISES	Quantité ou valeur	
Houille	Tonnes	750.000
(Aux prix fixés dans le contrat conclu à la date d'aujourd'hui entre le « Ufficio Italiano Carboni », Rome, et la « Centrala Zbytu Produktów Przemyslu Weglowego » Katowice)		
Oeufs	Pièces	10.000.000
(Livraison prévue pour l'automne 1947)		
Semenceaux de pommes de terre	Tonnes	1.000
(Les livraisons auront lieu en dépendence des conditions météorologiques)		
Fécule de pommes de terre	»	500
Nitrobenzol	»	10
Aniline et paratoluidine grèges	»	100
Noir de fumée	»	2.000
Sels de potasse pour l'agriculture	»	30.000
Goudron végétal	»	600
Gas liquide (butane et propane)	»	200
Autres marchandises	$ U.S.A.	500.000

Accord de paiement entre la République d'Italie et la République de Pologne

Le Gouvernement de la République d'Italie, et le Gouvernement provisoire de l'Unité Nationale de la République de Pologne dans le but d'établir un système pour le règlement des paiements courants entre l'Italie et la Pologne, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Le « Biuro Rozrachunków Miedzynarodowych », auprès de la « Narodowy Bank Polski », ouvrira au nom de le « Ufficio Italiano dei Cambi » un compte en dollars U.S.A., sans intérêts, au crédit duquel sera porté la contrevaleur de toute somme destinée à régler les paiements que des personnes morales ou physiques résidant en Pologne auront à effectuer, au titre du présent Accord, en faveur des personnes morales ou physiques résidant en Italie.

Le « Ufficio Italiano dei Cambi » ouvrira au nom du « Biuro Rozrachunków Miedzynarodowych » auprès de la « Narodowy Bank Polski », un compte en dollars U.S.A., sans intérêts, au crédit duquel sera porté la contrevaleur de toute somme destinée à régler les paiements que des personnes morales ou physiques résidant en Italie auront à effectuer, au titre du présent Accord, en faveur des personnes morales ou physiques résidant en Pologne.

Les deux comptes susmentionnés se compenseront réciproquement. Chacun des deux Instituts ordonnera, par le débit du compte ouvert à son propre nom, les paiements en faveur des créanciers de l'autre Pays.

Art. 2.

Les dispositions du présent Accord s'appliquent aux paiements relatifs aux:

1) livraison de marchandises à l'exclusion des marchandises en transit;

2) frais accessoires au trafic des marchandises, mentionné au paragraphe 1);

3) règlements d'autres dettes que les deux Gouvernements admettront de commun accord, soit pour des catégories de créances, soit pour des cas spéciaux.

Art. 3.

Les Autorités compétentes des deux Pays donneront, sur une base de réciprocité, dans les limites de leur réglementation respective en matière de change, les autorisations voulues pour les paiements visés à l'article 2 ci-dessus puissent être effectués.

Art. 4.

Si, à un moment donné, le solde résultant de la compensation des deux comptes visés à l'art. 1 vient à dépasser le chiffre de un million de dollars U.S.A., le Pays créancier pourra cesser d'accepter des versements ultérieurs à travers le compte même.

Dès que le solde aura réjoint le chiffre de septcentcinquante mille dollars U.S.A., la Commission Mixte se réunira sans délai afin de prendre les mésures nécessaires pour éviter que le solde réjoigne le chiffre d'un million de dollars U.S.A. susindiqué.

Art. 5.

Le solde subsistant à l'expiration du présent Accord, après liquidation des opérations en cours, sera remboursé par des livraisons de marchandises dont la liste sera établie par la Commission Mixte prévue à l'article 9 de l'Accord Commercial entre l'Italie et la Pologne, signé en date d'aujourd'hui.

Art. 6.

Si les Parties Contractantes adhèrent à une Convention monétaire plurilatérale avant l'expiration du présent Accord, elles examineront les termes de ce dernier en vue d'y apporter toutes les modifications qui seraient jugées comme nécessaires.

Art. 7.

Le présent Accord est valable pour une période d'une année et devra être ratifié aussitôt que possible, pour autant qu'il soit nécessaire selon la législation de chacune des deux Parties Contractantes. Toutefois les deux Gouvernements pourront le faire entrer en vigueur à titre provisoire par échange de notes.

Il sera prorogé par tacite réconduction pour une autre période d'une année, et ainsi de suite d'année en année, à moins que l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes ne le dénonce avec un préavis de trois mois.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 10 octobre 1946.

Pour l'Italie
A. DE GASPERI

Pour la Pologne
STANISLAW KOT

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Accord supplementaire pour les échanges commerciaux entre la République d'Italie et la République de Pologne

Le Gouvernement de la République d'Italie et le Gouvernement provisoire de l'Unité Nationale de la République de Pologne sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Le Gouvernement italien se déclare d'accord à ce que les représentants des organisations commerciales autorisées par le Gouvernement polonais passent à l'industrie italienne des commandes, même immédiates, pour la fourniture, pendant la période de 4 ans, de produits industriels jusqu'à la concurrence de 40 millions de dollars U.S.A.

Les commandes pourront être passées pour les produits de l'industrie italienne énumerés, à titre indicatif, dans la liste annexée au présent Accord Supplémentaire.

Art. 2.

Le paiement des commandes mentionnées à l'art. 1 sera effectué par des livraisons de charbon, ainsi que d'autres produits polonais agréés par le Gouvernement italien, livraisons qui pourront être effectuées directement aux Autorités italiennes ou bien, en compensation directe, aux maisons italiennes intéressées.

Les prix du charbon et des autres marchandises polonaises, ainsi que les prix des produits italiens, seront fixés sur la base des prix des marchandises comprises dans l'Accord Commercial, en vigueur entre les deux Gouvernements, et, à défaut de ceci les prix des dites marchandises seront convenus d'un commun accord entre l'acheteur et le vendeur, sur la base des prix mondiaux au moment de la conclusion du contrat.

Le Gouvernement polonais s'engage à faire tous les efforts afin que les dites livraisons de charbon aient lieu le plus tôt possible, compatiblement avec la situation de l'industrie minière polonaise et de ses possibilités de transport, et soient augmentées progressivement, selon un plan à établir d'entente entre les deux Gouvernements, de manière à couvrir, au 31 décembre 1950, la valeur totale des commandes passées entretemps à l'industrie italienne.

Art. 3.

La contrevaleur en dollars U.S.A. du charbon et des marchandises polonais mentionnés à l'art. 2 sera créditée dans un « Compte Accord Supplémentaire » en dollars U.S.A. sans intérêts ouvert au nom du « Biuro Rozrachunków Miedzynarodowych » auprès de la « Narodowy Bank Polski » auprès de le « Ufficio Italiano dei Cambi ».

Les montants virés du compte en dollars U.S.A., prévu au deuxième alinéa de l'art. 1 de l'Accord de Paiements, signé en date de ce jour, à la suite d'une décision de la Commission Mixte, prévue à l'art. 9 de l'Accord Commercial, signé en date d'aujourd'hui, seront crédités au même compte.

Le compte en question sera débité des montants en dollars U.S.A. pour les livraisons des produits italiens, suivants les ordres de paiement de la partie polonaise, lesquels seront donnés selon les termes de chaque contrat.

La livraison des produits italiens susmentionnés aura lieu, par conséquent, dans la limite du solde du compte en dollars U.S.A. susdit, toujours en tenant compte des modalités de paiement prévues dans chaque contrat.

Dans le cas de compensations directes avec les maisons italiennes, les paiements relatifs auront lieu à travers des sous-comptes en dollars U.S.A. du « Compte Accord Supplémentaire » sur ordre de l'Institution de compensation intéressée.

Art. 4.

Sous condition de ce qui est prévu au 1 alinéa de l'art. 5 ci-après, le Gouvernement italien s'engage à rendre possible le financement à l'intérieur des commandes passées à l'industrie italienne.

Le Gouvernement italien s'engage à mettre sans délai à la disposition des industries italiennes intéressées les matières premières étrangères nécessaires pour l'exécution des commandes passées par la Pologne, ou de leur en rendre possible l'achat à l'étranger, en tout cas jusqu'à la limite du 15 % de la valeur de chaque commande.

Le restant des matières prémières nécessaires pour l'exécution de chaque commande sera fourni, jusqu'au 5 % de la valeur de la commande, par livraison de matières premières produites en Italie et dont la production couvre les besoins italiens et, pour la partie restante, par le Gouvernement polonais, ou par le Gouvernement italien, mais dans ce dernier cas dans la limite du solde du compte en dollars U.S.A., visé à l'art. 3 ci-dessus, et avec débitement au compte même.

Art. 5.

Les contrats passés entre les organisations polonaises intéressées et les maisons italiennes doivent être soumis à l'approbation des Autorités italiennes compétentes et seront examinés avec la plus grande rapidité et bienveillance.

Toute controverse provenant de l'application des termes du présent Accord sera soumise aux décisions de la Commission Mixte italo-polonaise, prévue à l'art. 9 de l'Accord Commercial, signé en date de ce jour.

Les décisions de la Commission Mixte seront définitives.

Art. 6.

Le présent Accord est valable jusqu'au 31 décembre 1950 et devra être ratifié aussitôt que possible, pour autant qu'il soit nécessaire selon la législation de chacune des deux Parties Contractantes. Toutefois les deux Gouvernements pourront le faire entrer en vigueur, à titre provisoire, par échange de notes.

A partir du 1er juillet 1947 chaque Partie Contractante pourra dénoncer le présent Accord au commencement de chaque semestre calendrier avec préavis de 6 mois.

En cas de dénonciation les deux Gouvernements s'engagent à prendre d'entente toutes les dispositions afin que les commandes déjà passées puissent être réglées selon les termes prévus par le présent Accord Supplémentaire.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 10 octobre 1946.

Pour l'Italie — A. DE GASPERI

Pour la Pologne — STANISLAW KOT

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE (à titre indicatif)

DES MACHINES ET INSTALLATIONS PRÉVUES POUR LA LIVRAISON DE L'ITALIE À LA POLOGNE, DANS LE CADRE DE L'ACCORD SUPPLÉMENTAIRE SIGNÉ À ROME LE 10 OCTOBRE 1946.

Machines - outils
Chaudières à vapeur
Turbines à vapeur
Turbines à eau
Transformateurs électriques
Appareillages électriques
Installations de ligne à haute tension
Installations des centrales électriques
Electrification des réseaux de chemins de fer
Locomotives électriques
Automotrices, wagons
Instruments
Collaboration téchnique

Rome, le 10 octobre 1946.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement italien, en ayant pris connaissance, approuve le contrat pour l'achat de charbon d'origine polonaise passé en date de ce jour entre le « Ufficio Centrale Carboni » et la « Centrala Zbytu Produktów Przemyslu Weglowego ».

A mon tour je vous prie de vouloir me faire connaître si le Gouvernement polonais approuve de sa part l'accord en question.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

S. E. le Prof. STANISLAW KOT
Ambassadeur de la République de Pologne
ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 10 octobre 1946.

Monsieur le Ministre,

En date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement italien, en ayant pris connaissance, approuve le contrat pour l'achat de charbon d'origine polonaise passé en date de ce jour entre le « Ufficio Centrale Carboni » et la « Centrala Zbytu Produktów Przemyslu Weglowego ».

A mon tour je vous prie de vouloir me faire connaître si le Gouvernement polonais approuve de sa part l'accord en question ».

En vous accusant réception de votre communication, j'ai l'honneur de vous confirmer que de sa part le Gouvernement polonais approuve le contrat en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

STANISLAW KOT

S. E. Alcide DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères
ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 10 octobre 1946.

Monsieur l'Ambassadeur,

Vous n'ignorez certainement pas, que l'ECO (European Coal Organisation) prévoit, que des livraisons spéciales de charbon pour les Pays contribuant par des prestations supplémentaires à l'oeuvre de reconstruction des Pays ravagés par la guerre, ne soient pas comprises dans le contingent en charbon fixé pour les Pays en question selon un plan de répartition établi par l'ECO.

Or, il est indéniable que l'Italie par l'Accord supplémentaire signé aujourd'hui se propose d'accomplir un effort très considérable dans les limites de ses possibilités actuelles pour contribuer à la courageuse action de redressement que la nouvelle Pologne poursuit.

Elle demandera donc que l'ECO tienne compte de cet fait dans la répartition des contingents prévus. Dans ce cas, je me plais à espérer que du côté du Gouvernement polonais tout appui sera donné à son temps auprès de la ECO afin que la demande italienne reçoive un accueil favorable.

Je vous serais reconnaissant, Monsieur l'Ambassadeur, de bien vouloir me faire connaître l'opinion de votre Gouvernement à ce sujet et je vous prie d'agréer, l'assurance de ma très haute considération.

DE GASPERI

Son Excellence le Prof. Stanislaw KOT
Ambassadeur de Pologne
ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 10 octobre 1946.

Monsieur le Ministre,

Par votre Note en date d'aujourd'hui vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Vous n'ignorez certainement pas, que l'ECO (European Coal Organisation) prévoit, que des livraisons spéciales de charbon pour les Pays contribuant par des préstations supplémentaires à l'oeuvre de réconstruction des Pays ravagés par la guerre, ne soient pas comprises dans le contingent en charbon fixé pour les Pays en question selon un plan de répartition établi par l'ECO.

« Or, il est indéniable que l'Italie par l'Accord supplémentaire, signé aujourd'hui se propose d'accomplir un effort très considérable dans les limites de ses possibilités actuelles pour contribuer à la courageuse action de redressement que la nouvelle Pologne poursuit.

« Elle demandera donc que l'ECO tienne compte de ce fait dans la répartition des contingents prévus. Dans ce cas, je me plais espérer que du côté du Gouvernement polonais tout appui sera donné à son temps auprès de la ECO afin que la demande italienne reçoive un accueil favorable.

« Je vous serais reconnaissant, Monsieur l'Ambassadeur, de bien vouloir me faire connaître l'opinion de votre Gouvernement à ce sujet et je vous prie d'agréer, l'assurance de ma très haute considération ».

En vous donnant réception de cette communication, j'ai l'honneur de vous informer que de la part du Gouvernement polonais tout appui sera dônné à l'Italie auprès de la ECO dans le but susdit, conformément aux décisions précedentes prises par l'ECO à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

STANISLAW KOT

Monsieur Alcide DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères
ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne
Au Président de la Délégation Polonaise

Rome, le 10 octobre 1946.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, à la suite de votre demande, le Gouvernement italien se déclare d'accord en ce qui concerne l'emploi, en Pologne, de 5 mille ouvriers italiens, dont 3 mille destinés à des travaux spéciaux de préparation et de manutention dans les mines de charbon et 2 mille à des travaux de reconstruction de Varsovie, suivant un accord spécial qui devra être stipulé à cet égard.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation Italienne
GRAZZI

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Polonaise
Au Président de la Délégation Italienne

Rome, le 10 octobre 1946.

Monsieur le Président,

En date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« J'ai l'honneur de vous informer que, à la suite de votre demande, le Gouvernement italien se déclare d'accord en ce qui concerne l'emploi, en Pologne, de 5 mille ouvriers italiens, dont 3 mille destinés à des travaux spéciaux de préparation et de manutention dans les mines de charbon et 2 mille à des travaux de reconstruction de Varsovie, suivant un accord spécial qui devra être stipulé à cet égard ».

En vous remerciant pour cette aimable communication je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation Polonaise
F. HOFMOKL

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne
Au Président de la Délégation Polonaise

Rome, le 10 octobre 1946.

Monsieur le Président,

En me référant au contingent de minérais de plomb établi dans la liste *A*, annexée à l'Accord Commercial signé en date d'aujourd'hui entre le Gouvernement italien et le Gouvernement polonais, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement italien examinera avec la plus grande bienveillance la possibilité d'augmenter ce contingent compatiblement avec les nécessités de la production intérieure et en tenant compte des demandes polonaises.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation Italienne
GRAZZI

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Polonaise
Au Président de la Délégation Italienne

Rome, le 10 octobre 1946.

Monsieur le Président,

En date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« En me référant au contingent de minérais de plomb établi dans la liste *A*, annexée à l'Accord Commercial signé en date d'aujourd'hui entre le Gouvernement italien et le Gouvernement polonais, j'ai l'honneur de vous

informer que le Gouvernement italien examinera avec la plus grande bienveillance la possibilité d'augmenter ce contingent compatiblement avec les nécessités de la production intérieure et en tenant compte des demandes polonaises ».

En vous remerciant pour cette aimable communication, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation Polonaise
F. HOFMOKL

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

RELAZIONE e DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 10 luglio 1947.

Scioglimento del Consiglio comunale di Cariati (Cosenza) e nomina del commissario straordinario del Comune.

AL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

A pochi mesi di distanza dalla ricostituzione del Consiglio comunale di Cariati (Cosenza) avvenuta in seguito alle elezioni amministrative del 10 marzo 1946, si manifestava una grave scissione tra i membri della maggioranza, composta di reduci e di democristiani, per motivi di carattere politico e personalistico locale.

Il dissidio diventava rottura completa a seguito della sospensione del sindaco, prof. Luigi Trento, disposta dalla Prefettura per gravi infrazioni di carattere annonario, tanto che il 17 luglio scorso il Consiglio comunale, dopo una tempestosa seduta, rassegnava in massa le dimissioni.

La Prefettura, senza prendere atto delle dimissioni stesse, allo scopo di promuovere, nell'interesse generale, una conciliazione, inviava sul posto un proprio funzionario, che, riunito il Consiglio comunale, invitava i componenti a ritirare le dimissioni.

Seguiva una lunga ed aspra discussione, dopo di che le dimissioni venivano ritirate solo da 11 consiglieri, quelli della minoranza e i dissidenti della maggioranza, i quali, successivamente, si riunivano per accettare le dimissioni del sindaco Trento e degli altri consiglieri dimissionari e per procedere alla nomina del nuovo sindaco e della nuova Giunta, dato che gli assessori risultavano dimissionari.

Così ridotta, l'Amministrazione comunale di Cariati, anzichè fare opera di pacificazione, con una retta e saggia gestione, ha dato luogo a numerose parzialità, specie nell'applicazione dell'imposta di famiglia, effettuata con evidenti sperequazioni e favoritismi.

Tutto ciò ha determinato nella popolazione uno stato di animo di insofferenza che potrebbe dare luogo a manifestazioni perturbatrici dell'ordine pubblico e della tranquillità della cittadinanza.

In considerazione di ciò e tenuto conto, altresì, che degli undici consiglieri attualmente in carica, tre, fra cui il sindaco, sono sottoposti a procedimento penale per reati di violenza e minaccia a pubblico ufficiale, ed uno non è in grado di partecipare alle sedute del Consiglio comunale, perchè trasferitosi fuori sede per motivi professionali, si ritiene necessario procedere allo scioglimento del Consiglio comunale, ai sensi dell'art. 323 del testo unico della legge comunale e provinciale approvato con regio decreto 4 febbraio 1915, n. 148, allo scopo di normalizzare, in modo definitivo, la situazione e rendere possibile negli organi locali, da ricostituire in seguito al rinnovamento delle consultazioni elettorali, l'esercizio regolare delle proprie funzioni.

A ciò viene provveduto con l'unito schema di decreto che mi onoro sottoporre alla firma della S. V. I. e che, ai sensi dell'art. 324 del predetto testo unico, contempla anche la nomina di un commissario straordinario nella persona del ragioniere Alessandro D'Andrea, funzionario di prefettura.

Il Ministro: SCELBA

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Sulla proposta del Ministro per l'interno;

Visti il decreto legislativo luogotenenziale 7 gennaio 1946 e gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 4 febbraio 1915, n. 148;

Decreta:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Cariati (Cosenza) è sciolto.

Art. 2.

Il rag. Alessandro D'Andrea, funzionario di prefettura, è nominato commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria del Comune, sino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai sensi di legge.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 10 luglio 1947

DE NICOLA

SCELBA

(3246)

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 29 marzo 1947.

Sostituzione di un componente del Consiglio provinciale sanitario di Novara pel triennio 1945-47.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato in data 23 dicembre 1946, con il quale venivano nominati i componenti del Consiglio provinciale di sanità di Novara per il triennio 1945-1947;

Considerato che il dott. Alberto Jacometti, nominato con il predetto decreto, ha rassegnato le dimissioni, e che in sua sostituzione viene proposto il prof. dottor Angelo Cardinali;

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

E' nominato componente del Consiglio provinciale di sanità di Novara, per il triennio 1945-1947, il professore dott. Angelo Cardinali.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 29 marzo 1947

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 giugno 1947
Registro Presidenza n. 8, foglio n. 75.

(3250)

DECRETO MINISTERIALE 12 maggio 1947.
Emissione di nuovi tipi di segnatasse.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE E IL TESORO

Visto l'articolo 21 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato col regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto l'articolo 238 del regolamento dei servizi postali (Titolo preliminare e parte I) approvato col regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 16 marzo 1947, n. 146, col quale sono state modificate le tariffe postali per l'interno della Repubblica italiana;

Riconosciuta l'opportunità di sostituire i segnatasse postali tuttora in uso, che recano nella vignetta lo stemma della cessata monarchia;

Decreta:

Art. 1.

E' autorizzata l'emissione di nuovi segnatasse da L. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 10, 12, 20 e lire 50.

Art. 2.

Le caratteristiche tecniche dei segnatasse di cui al precedente articolo saranno precisate con separato decreto.

Art. 3.

I segnatasse del tipo attualmente in uso conservano la propria validità fino a contraria disposizione.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 12 maggio 1947

Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni
CACCIATORE

p. *Il Ministro per le finanze e il tesoro*
PETRILLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 luglio 1947
Registro Ufficio riscontro poste n. 11, foglio n. 339 - MANZELLA

(3244)

DECRETO MINISTERIALE 28 maggio 1947.
Nomina o conferma dei presidenti delle Casse comunali di credito agrario di Maratea, Bisaccia, Campli, Roccanova, Pietrastornina, Fardella, Trecchina.

IL MINISTRO
PER LE FINANZE E IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visto l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e modificato con decreto del Capo del Governo del 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 14 settembre 1944, n. 226, concernente la soppressione dell'Ispettorato per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito ed il passaggio delle sue attribuzioni e facoltà al Ministero del tesoro;

Viste le proposte della Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con sede in Napoli;

Decreta:

Il sig. Pasquale Stoppelli fu Pasquale, è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Maratea (Potenza).

L'avv. Raffaele Rollo fu Carlo, è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Bisaccia (Avellino).

Il sig. Pio Caravelli fu Carlo, è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Campli (Teramo).

Il sig. Andrea Arbia fu G. Battista, è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Roccanova (Potenza).

Il sig. Carmine Ciardiello fu Giuseppe, è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Pietrastornina (Avellino).

Il sig. Biase Guarino fu Nicola, è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Fardella (Potenza).

Il sig. Biagio Schettini fu Giacomo, è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Trecchina (Potenza).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 maggio 1947

Il Ministro per le finanze e il tesoro
CAMPILLI

Il Ministro per l'agricoltura e foreste
SEGNI

(3149)

DECRETO MINISTERIALE 16 giugno 1947.
Nomina dei componenti la Commissione per l'incarico di svolgere funzioni tecnico-consultive in rapporto agli acquisti di materiale di casermaggio, e di macchinario e materie prime pel servizio industriale dell'Amministrazione carceraria.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il proprio decreto in data 28 aprile 1947, numero 12843.2/1, col quale veniva costituita una Commissione con l'incarico di svolgere funzioni tecnico-consultive in rapporto agli acquisti di materiale di casermaggio, e di macchinario e materie prime pel servizio industriale dell'Amministrazione carceraria;

Ritenuto che occorre provvedere alla nomina dei componenti;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione di cui al decreto in data 28 aprile 1947, n. 12843.2/1, è composta come segue:

1) Dott. D'Arienzo Tommaso, consigliere di Corte d'appello, direttore dell'ufficio 8°, della Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena, presidente;

2) Dott. Fiasconaro Vittorio, pretore, direttore dell'ufficio 5° della Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena, membro effettivo;

3) Ing. Varetti Carlo, ispettore generale tecnico presso la Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena, membro effettivo;

4) Prof. Cappelli Arnaldo, direttore dei Laboratori chimici delle dogane e imposte indirette in Roma, membro effettivo;

5) Ing. Romagnoli Pietro, capo dell'Ufficio tecnico erariale di Roma 1ª, membro effettivo;

6) Dott. D'Aniello Mario, pretore, addetto all'ufficio 8° della Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena, membro supplente;

7) Dott. Iezzi Tommaso, pretore, addetto all'ufficio 5° della Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena, membro supplente;

8) Dott. Dattilo Bruno, giudice, addetto all'ufficio 5° della Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena, membro supplente;

9) Prof. Tuffi Riccardo, chimico merceologo, ispettore generale presso il Laboratorio chimico centrale delle dogane e imposte indirette in Roma, membro supplente;

10) Geom. Baiardo Leone, dell'Ufficio tecnico erariale di Roma 1ª, membro supplente;

11) Rag. Petroni Alessandro, addetto all'ufficio 5° della Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena, segretario;

12) Rag. Cappuccio Michele, addetto all'ufficio 8° della Direzione generale per gli istituti di prevenzione e di pena, segretario supplente.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 16 giugno 1947

Il Ministro: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 24 giugno 1947
Registro Giustizia n. 13, foglio n. 46.

(3163)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.

Ricostituzione della Commissione arbitrale di prima istanza per le assicurazioni sociali presso la sede di Terni dell'Istituto nazionale di previdenza sociale.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 25 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 3184, e 104 del regolamento approvato con regio decreto 28 agosto 1924, n. 1422;

Visto l'art. 12 del regio decreto-legge 27 ottobre 1927, n. 2055, convertito in legge, con modificazioni, dalla legge 20 maggio 1928, n. 1132, e 32 del regolamento approvato con regio decreto 7 giugno 1928, n. 1343;

Visto l'art. 140 del regio decreto-legge 4 ottobre 1935, n. 1827;

Visto l'art. 230 delle disposizioni di attuazione del Codice di procedura civile e disposizioni transitorie per il quale i giudizi proposti prima dell'entrata in vigore del Codice davanti alle Commissioni arbitrali per le assicurazioni sociali continuano ad essere regolati dalla legge precedente sino alla loro definizione;

Considerata la necessità di provvedere alla costituzione della Commissione arbitrale di prima istanza per le assicurazioni sociali presso la sede di Terni dell'Istituto nazionale della previdenza sociale;

Viste le designazioni fatte dal Ministro per la grazia e giustizia, per quanto riguarda la nomina del presidente effettivo e del presidente supplente, e dal Prefetto di Terni per quanto concerne la nomina dei sanitari generici e dei sanitari abilitati alla cura della tubercolosi e dei rappresentanti dei datori di lavoro e degli assicurati;

Decreta:

La Commissione arbitrale di prima istanza per le assicurazioni sociali presso la sede di Terni dell'Istituto nazionale della previdenza sociale è costituita come segue:

1. — *Presidenza*:

Calderisi dott. Geraldo, presidente effettivo;
Clericò dott. Vincenzo, presidente supplente.

2. — *Sanitari abilitati alla assistenza domiciliare della tubercolosi*:

Galassi prof. Carlo, membro effettivo;
Tazza dott. Francesco, membro effettivo;
Castelli dott. Giuseppe, membro supplente;
Vannini dott. Vincenzo, membro supplente.

3. — *Sanitari generici*:

Belelli dott. Paolo, membro effettivo;
Moretti dott. Aldo, membro effettivo;
Miranda dott. Cosmo, membro supplente;
Micheletti dott. Quinto, membro supplente.

4. — *Rappresentanti dei datori di lavoro industriali*:

Caracciolo dott. Giuseppe, membro effettivo;
Taddei Italo, membro supplente.

5. — *Rappresentanti dei datori di lavoro agricolo*:

Piacentini dott. Giov. Battista, membro effettivo;
D'Annibale Annibale, membro supplente.

6. — *Rappresentanti degli assicuratori industriali*:

Masselli Bianca, membro effettivo;
Domiziani Sigilfredo, membro supplente.

7. — *Rappresentanti degli assicuratori agricoli*:

Diamanti Giuseppe, membro effettivo;
Cristofanelli Fernando, membro supplente.

Roma, addì 23 giugno 1947

Il Ministro: FANFANI

(3115)

DECRETO MINISTERIALE 28 giugno 1947.

Apertura di una agenzia di città in Torino del Banco di Napoli.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 28 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933 e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 14 settembre 1944, n. 226, concernente la soppressione dell'Ispettorato per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito ed il passaggio delle sue attribuzioni e facoltà al Ministero del tesoro;

Vista la domanda avanzata dal Banco di Napoli, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Napoli;

Sentito l'Istituto di emissione;

Decreta:

Il Banco di Napoli, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Napoli, è autorizzato ad aprire una propria agenzia di città in Torino, corso Racconigi, n. 32-*bis*.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 giugno 1947

p. *Il Ministro*: PETRILLI

(3219)

DECRETO MINISTERIALE 28 giugno 1947.

Apertura di una agenzia di città in Genova-Sampierdarena del Banco di Sicilia.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 28 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933 e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 14 settembre 1944, n. 226, concernente la soppressione dell'Ispettorato per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito ed il passaggio delle sue attribuzioni e facoltà al Ministero del tesoro;

Vista la domanda avanzata dal Banco di Sicilia, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Palermo;

Sentito l'Istituto di emissione;

Decreta:

Il Banco di Sicilia, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Palermo, è autorizzato ad aprire una propria agenzia di città in Genova-Sampierdarena, via XVIII Novembre, numeri da 2 a 8, angolo via dell'Industria, n. 46-48.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 giugno 1947

p. *Il Ministro*: PETRILLI

(3218)

DECRETO MINISTERIALE 28 giugno 1947.

Apertura di una filiale in Crespano del Grappa (Treviso) della Banca popolare del Mandamento di Asolo.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933 e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 14 settembre 1944, n. 226, concernente la soppressione dell'Ispettorato per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito ed il passaggio delle sue attribuzioni e facoltà al Ministero del tesoro;

Vista la domanda avanzata dalla Banca popolare del Mandamento di Asolo, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Asolo (Treviso);

Sentito l'Istituto di emissione;

Decreta:

La Banca popolare del Mandamento di Asolo, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Asolo (Treviso), è autorizzata ad aprire una filiale in Crespano del Grappa (Treviso).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 giugno 1947

p. *Il Ministro*: PETRILLI

(3217)

DECRETO MINISTERIALE 28 giugno 1947.

Apertura di una agenzia di città in Palermo del Banco di Sicilia.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 28 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933 e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 14 settembre 1944, n. 226, concernente la soppressione dell'Ispettorato per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito ed il passaggio delle sue attribuzioni e facoltà al Ministero del tesoro;

Vista la domanda del Banco di Sicilia, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Palermo;

Sentito l'Istituto di emissione;

Decreta:

Il Banco di Sicilia, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Palermo, è autorizzato ad aprire una propria agenzia di città in Palermo, corso Calatafimi, n. 6-8.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 giugno 1947

p. *Il Ministro*: PETRILLI

(3220)

DECRETI PREFETTIZI CONCERNENTI RESTITUZIONE O RIDUZIONE DI COGNOMI NELLA FORMA TEDESCA

Articolo 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 217, e relative istruzioni approvate con decreto Ministeriale 5 agosto 1926

Num. d'ord. red. z.	Data del decreto	Numero del decreto	Prefettura	Cognome, nome e paternità dell'interessato	Data e luogo di nascita	Cognome ripristinato	Familiari a cui è esteso il cognome
2177	30-4-1947	6375 Gab.	Bolzano	Agusei Luigi di Davide	—	Augschoell	Crepaz Giuliana, madre; Giuseppe, Davide, Giovanni, fratelli; Ladurner Rosa, moglie; Klaus, figlio
2178	28-4-1947	5961 Gab.	Id.	Dalrio Goffredo	20-10-1891 - Villa Ottone	Unteregelsbacher	Unterhofer Luigia, moglie; Maria e Regina, figlie
2179	29-4-1947	5866 Gab.	Id.	Borghi Giuseppe di Giuseppe	27-2-1884 - Morter	Burger	Blaas Maria, moglie; Giuseppe, Carlo ed Augusto, figli
2180	30-4-1947	5962 Gab.	Id.	Campi Anna fu Giuseppe	22-10-1909 - Valle Aurina	Parreiner	Frida, figlia
2181	Id.	5362 Gab.	Id.	Ninzi Anna nata Baldo	16-10-1876 - Garniga di Aldeno	Ninz	Stefano, Lino ed Erminio, figli; Ganz Carolina, moglie di Stefano; Ida, Maria, figli di Stefano; Chenet Candida, moglie di Lino, Anna Maria, figlia di Lino
2266	5-5-1947	6312 Gab.	Bolzano	Ponti Martino di Davide	9-10-1907 - S. Pietro V.A.	Brugger	Mölgg Marianna, moglie; Edith, Enrico e Anna, figli.
2267	Id.	1835 Gab.	Id.	Chelderi Giuseppe	11-1-1889 - Ortisei	Kelder	Perathoner Barbara, moglie; Giuseppe, Marianna, Giovanni Battista, Vittorio e Oliva, figli.
2412	13-5-1947	1584 Gab.	Id.	Stocchi Paola	—	Stokner	Olga, Filomena e Albino, fratelli minori,
Id.	Id.	Id.	Id.	Stocchi Marianna	—	Stokner	—
2413	Id.	6604 Gab.	Id.	Pini Francesco fu Francesco	4-9-1894 - Marebbe	Feichter	Wigg Giuliana, moglie; Frida, Caterina, Maria Maddalena e Francesco, figli.
2414	12-5-1947	6605 Gab.	Id.	Pescolderonco Giuseppe fu Luigi	2-4-1887 - Badia	Pescolderangg	Luigi, Frida, Ottone e Valerio Giacomo, figli.
2415	Id.	6603 Gab.	Id.	Colmare Oscar fu Tomaso	21-2-1899 - Borgo (Trento)	Kohlmaier	Pirhofer Amalia, moglie; Amalia, Maria, Mario e Guido, figli.
2416	13-5-1947	6606 Gab.	Id.	Tonfani Giuseppe fu Mattia (defunto)	16-3-1874 - Sarentino	Obertimpfler	Tonfani Barbara, moglie; Uberto, Giuseppe, Luigi, Mattia, Carolina, figli; Barbara, nipote.
2621	27-5-1947	3078 Gab.	Id.	Fabbri Valentino fu Eugenio	10-6-1899 - Calceranica (Trento)	Schmid	Schmid Giuseppina, moglie; Antonio, figlio.
2626	4-6-1947	6848 Gab.	Id.	Blimi Alberto fu Giovanni	20-4-1913 - Malles Venosta	Bliem	Uhrer Maria, moglie.
2677	Id.	4928 Gab.	Id.	Montevasto Martino fu Mattia	16-3-1877 - Ultimo	Breitenberger	Oberkofler Veronica, moglie; Veronica e Maria, figlie.
2861	12-6-1947	7609 Gab.	Id.	Maffei Filomena di Antonio	3-2-1904 - San Leonardo in Passiria	Gufler	Elisabetta, Antonio e Teresa, figli.
2862	Id.	5096 Gab.	Id.	Dollesi Ferdinando fu Isidoro	3-4-1896 - Vienna	Dolleschy	Michelon Paola, moglie; Eriberto e Ferdinando, figli.
2863	13-6-1947	8119 Gab.	Id.	Della Regola Luigia fu Luigi	19-6-1892 - Naturno	Höllrigl	Maria, figlia.
2864	12-6-1947	5572 Gab.	Id.	Dal Monte Giuseppe fu Goffredo	19-12-1881 - Funes	Munter	Riccardo, figlio, nonchè la moglie e il figlio di quest'ultimo Kaufmann Giovanna e Dal Monte Herbert.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Esito del ricorso presentato da Tursi Nestore avverso la sua iscrizione nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla « Gazzetta Ufficiale » n. 145 del 2 luglio 1946.

COMMISSIONE PER L'ESAME DEI RICORSI DEI CONFIDENTI DELL'O.V.R.A.

N. 191 decisioni N. 196/946 Registro di ricorsi

L'anno 1947, il giorno 27 del mese di giugno, la Commissione per la decisione dei ricorsi dei confidenti dell'O.V.R.A. composta dei signori: dott. Cataldi Tommaso, presidente; dott. Polistina Ferdinando, membro; dott. Sciaudone Angelo, membro; con l'assistenza del segretario dott. Curcio Donato, ha preso in esame il ricorso presentato dal sig. Tursi Nestore fu Cesare e fu Carlotta Rossi, nato a Terravecchia (Cosenza) il 18 ottobre 1900, residente in Roma, via Flaminia n. 399, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, per ottenere la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Ha quindi adottato la seguente decisione:

(*Omissis*).

LA COMMISSIONE

Visto e applicato l'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, respinge il ricorso proposto, da Tursi Nestore contro l'inclusione del suo nome nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Roma, addì 27 giugno 1947

La Commissione
T. CATALDI - F. POLISTINA - A. SCIAUDONE

Il segretario: D. CURCIO

(3073)

Esito del ricorso presentato da Moresco Gino avverso la sua iscrizione nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla « Gazzetta Ufficiale » n. 145 del 2 luglio 1946.

COMMISSIONE PER L'ESAME DEI RICORSI DEI CONFIDENTI DELL'O.V.R.A.

N. 192 decisioni N. 132/946 Registro di ricorsi

L'anno 1947, il giorno 28 del mese di giugno, la Commissione per la decisione dei ricorsi dei confidenti dell'O.V.R.A. composta dei signori: dott. Cataldi Tommaso, presidente; dott. Polistina Ferdinando, membro; dott. Sciaudone Angelo, membro; con l'assistenza del segretario dott. Curcio Donato, ha preso in esame il ricorso presentato dal sig. Moresco Gino di Antonio, residente a Schio ed elettivamente domiciliato in Roma, presso l'avv. A. Elefante, via Nazionale n. 66, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, per ottenere la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Ha quindi adottato la seguente decisione:

(*Omissis*).

LA COMMISSIONE

Visto e applicato l'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, respinge il ricorso proposto da Moresco Gino contro l'inclusione del suo nome nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 145 del 2 luglio 1946.

Roma, addì 28 giugno 1947

La Commissione
T. CATALDI - F. POLISTINA - A. SCIAUDONE

Il segretario: D. CURCIO

(3074)

Esito del ricorso presentato da Perroni Alberto avverso la sua iscrizione nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla « Gazzetta Ufficiale » n. 145 del 2 luglio 1946.

COMMISSIONE PER L'ESAME DEI RICORSI DEI CONFIDENTI DELL'O.V.R.A.

N. 198 decisioni N. 270/946 Registro di ricorsi

L'anno 1947, il giorno 3 del mese di luglio, la Commissione per la decisione dei ricorsi dei confidenti dell'O.V.R.A. composta dei signori: dott. Cataldi Tommaso, presidente; dott. Polistina Ferdinando, membro; dott. Sciaudone Angelo, membro; con l'assistenza del segretario dott. Curcio Donato, ha preso in esame il ricorso presentato dal sig. Perroni Alberto di Scipio, nato a Messina il 19 febbraio 1901, residente in Varese ed elettivamente in Milano, presso l'avv. V. Paltrinieri, via Besana, 2, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, per ottenere la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Ha quindi adottato la seguente decisione:

(*Omissis*).

. . . perchè non risulta che abbia svolto attività informativa politica nell'interesse del regime fascista.

LA COMMISSIONE

Visto e applicato l'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, accoglie il ricorso proposto da Perroni Alberto e ordina la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 145 del 2 luglio 1946.

Roma, addì 3 luglio 1947

La Commissione
T. CATALDI - F. POLISTINA - A. SCIAUDONE

Il segretario: D. CURCIO

(3075)

Esito del ricorso presentato da Disertori Vittorio avverso la sua iscrizione nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla « Gazzetta Ufficiale » n. 145 del 2 luglio 1946.

COMMISSIONE PER L'ESAME DEI RICORSI DEI CONFIDENTI DELL'O.V.R.A.

N. 199 decisioni N. 229/946 Registro di ricorsi

L'anno 1947, il giorno 3 del mese di luglio, la Commissione per la decisione dei ricorsi dei confidenti dell'O.V.R.A. composta dei signori: dott. Cataldi Tommaso, presidente; dott. Polistina Ferdinando, membro; dott. Sciaudone Angelo, membro; con l'assistenza del segretario dott. Curcio Donato, ha preso in esame il ricorso presentato dal sig. Disertori Vittorio fu Augusto e di Dalmaso Maria, nato a Trento il 23 aprile 1881, residente in Verona, via Ponte Pietra n. 16, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, per ottenere la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Ha quindi adottato la seguente decisione:

(*Omissis*).

LA COMMISSIONE

Visto e applicato l'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, respinge il ricorso proposto da Disertori Vittorio contro l'inclusione del suo nome nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Roma, addì 3 luglio 1947

La Commissione
T. CATALDI - F. POLISTINA - A. SCIAUDONE

Il segretario: D. CURCIO

(3076)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Floridia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1945

Con decreto interministeriale in data 10 maggio 1947, registrato alla Corte dei conti il 7 luglio 1947, registro Interno n. 11, foglio n. 198, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Floridia (provincia di Siracusa), di un mutuo di L. 764.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1945.

(3268)

Autorizzazione al comune di Patti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 9 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 16 giugno 1947, registro n. 10 Interno, foglio n. 79, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Patti (provincia di Messina) di un mutuo di L. 450.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3184)

Autorizzazione al comune di Aulla ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 17 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 21 giugno 1947, registro n. 10 Interno, foglio n. 159, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Aulla (provincia di Massa Carrara) di un mutuo di L. 205.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3185)

Autorizzazione al comune di Nardò ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 10 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 10 giugno 1947, registro n. 10 Interno, foglio n. 76, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Nardò (provincia di Lecce) di un mutuo di L. 690.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3186)

Autorizzazione al comune di Formia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 10 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 16 giugno 1947, registro n. 10 Interno, foglio n. 75, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Formia (provincia di Latina) di un mutuo di L. 423.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3187)

Autorizzazione al comune di Empoli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 17 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 26 giugno 1947, registro n. 10 Interno, foglio n. 305, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Empoli (provincia di Firenze) di un mutuo di L. 1.510.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3188)

Autorizzazione al comune di Ortona a Mare ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 10 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 16 giugno 1947, registro n. 10 Interno, foglio n. 74, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Ortona a Mare (provincia di Chieti) di un mutuo di L. 1.140.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3189)

Autorizzazione al comune di Scordia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 16 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 26 giugno 1947, registro n. 10 Interno, foglio n. 304, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Scordia (provincia di Catania) di un mutuo di L. 474.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3190)

Autorizzazione al comune di Giarre ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 18 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 26 giugno 1947, registro n. 10 Interno, foglio n. 301, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Giarre (provincia di Catania) di un mutuo di L. 320.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3191)

Autorizzazione al comune di Bronte ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 16 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 26 giugno 1947, registro n. 10 Interno, foglio n. 302, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Bronte (provincia di Catania) di un mutuo di L. 175.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3192)

Autorizzazione al comune di Fuscaldo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 18 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 26 giugno 1947, registro n. 10 Interno, foglio n. 303, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Fuscaldo (provincia di Cosenza) di un mutuo di L. 750.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3193)

Autorizzazione al comune di Mercato Saraceno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 24 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 21 giugno 1947, registro n. 10 Interno foglio n. 156, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Mercato Saraceno (provincia di Forlì) di un mutuo di L. 480.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3195)

Autorizzazione al comune di Torre Annunziata ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 22 maggio 1947, registrato alla Corte dei conti il 3 luglio 1947, registro n. 11 Interno; foglio n. 132, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Torre Annunziata (provincia di Napoli) di un mutuo di L. 11.600.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(3194)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di mezzi fogli di compartimenti semestrali

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 102.

E' stata chiesta la rinnovazione per esaurimento delle quietanze di ricevute dei seguenti certificati di rendita:

CATEGORIA del Debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
Cons. 3,50 % (1906)	483375	Congregazione di carità di Carasco (Genova)	31,50
Id.	639382	Come sopra	70 —
Id.	665778	Mosso Bartolomeo fu Francesco, dom. a Chieri (Torino)	560 —
Id.	113540	Arciconfraternita del terz'Ordine di San Francesco in Aversa (Caserta)	3,50
Id.	48334	Congregazione del SS.mo Crocifisso in Sant'Antonio di Aversa	3,50
Id.	635732	Finizola Maria Annunziata di Biagio, moglie di Pifano Felice, domiciliata a Vibonati (Salerno), vincolata	507,50
Id.	654339	Forti Rina di Pirro, moglie di Volterri Corrado, dom. in Pisa, vincolata	140 —
Id.	834695 (nuda proprietà)	Ruggiero Lydia di Silvio, domiciliata a Firenze, con usufrutto a Ruggiero Rita fu Gaetano	437,50

Essendo i detti certificati mancanti del secondo mezzo foglio dei compartimenti semestrali, già usati per la riscossione degli interessi, si diffida chiunque possa avervi interesse che trascorsi due mesi dalla data della terza pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* senza che siano state notificate opposizioni, si procederà, ai termini dell'art. 169 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, alla richiesta operazione.

(3019) Roma, addì 1º luglio 1947 *Il direttore generale*: CONTI

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO — PORTAFOGLIO DELLO STATO

Media dei cambi e dei titoli del 18 luglio 1947 - N. 140

Argentina	25 —	Portogallo	4,057
Australia	322,60	Spagna	9,13
Belgio	2,2817	S. U. America	100 —
Brasile	5,45	Svezia	27,78
Canadà	100 —	Svizzera	23,31
Danimarca	20,8505	Turchia	35,55
Egitto	413,50	Unione Sud Afr.	400,70
Francia	0,8396		
Gran Bretagna	403,25	*Cambi esportazione*	
India (Bombay)	30,20		
Norvegia	20,1625	Dollaro	750 —
Nuova Zelanda	322,60	Sterlina	2.789,50
Olanda	37,6485	Franco svizzero	195 —

Rendita 3,50 % 1906	75,30
Id. 3,50 % 1902	75,50
Id. 3 % lordo	65,50
Id. 5 % 1935	88,20
Redimibile 3,50 % 1934	67,05
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	76,65
Id. 5 % 1936	87,55
Obbligazioni Venezie 3,50 %	97,90
Buoni del Tesoro 5 % (15 giugno 1948)	98,825
Id. 5 % (15 febbraio 1949)	96,20
Id. 5 % (15 febbraio 1950)	94,80
Id. 5 % (15 settembre 1950)	94,55
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	94,075
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	94 —
Id. 5 % (15 aprile 1951)	94,725
Id. 4 % (15 settembre 1951)	89,35
Id. 5 % convertiti 1951	94,30

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO — PORTAFOGLIO DELLO STATO

Media dei cambi e dei titoli del 21 luglio 1947 - N. 141

Argentina	25 —	Portogallo	4,057
Australia	322,60	Spagna	9,13
Belgio	2,2817	S. U. America	100 —
Brasile	5,45	Svezia	27,78
Canadà	100 —	Svizzera	23,31
Danimarca	20,8505	Turchia	35,55
Egitto	413,50	Unione Sud Afr.	400,70
Francia	0,8396		
Gran Bretagna	403,25	*Cambi esportazione*	
India (Bombay)	30,20		
Norvegia	20,1625	Dollaro	750 —
Nuova Zelanda	322,60	Sterlina	2.806 —
Olanda	37,6485	Franco svizzero	195 —

Rendita 3,50 % 1906	76,20
Id. 3,50 % 1902	75,50
Id. 3 % lordo	65,50
Id. 5 % 1935	88,20
Redimibile 3,50 % 1934	67,25
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	76,75
Id. 5 % 1936	87,65
Obbligazioni Venezie 3,50 %	98,575
Buoni del Tesoro 5 % (15 giugno 1948)	98,90
Id. 5 % (15 febbraio 1949)	96,45
Id. 5 % (15 febbraio 1950)	94,875
Id. 5 % (15 settembre 1950)	94,90
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	94,05
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	94,30
Id. 5 % (15 aprile 1951)	94,85
Id. 4 % (15 settembre 1951)	89,875
Id. 5 % convertiti 1951	94,475

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

CONCORSI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorsi a premio per cultori di discipline musicali

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto Ministeriale 10 luglio 1945, registrato alla Corte dei conti il 27 ottobre 1945, registro 16, foglio 365;

Decreta:

Art. 1.

Allo scopo di incoraggiare l'attività dei cultori di discipline musicali, sono indetti i seguenti concorsi a premio:

1) concorso per una raccolta di studi per flauto (almeno 12). Premio L. 15.000;

2) concorso per una raccolta di studi per oboe (almeno 12). Premio L. 15.000;

3) concorso per una raccolta di studi per clarinetto (almeno 12). Premio L. 15.000;

4) concorso per una raccolta di studi per fagotto (almeno 12). Premio L. 15.000.

I lavori di cui ai predetti concorsi potranno essere manoscritti o in bozze di stampa, purchè non ancora pubblicati e in commercio.

Oltre al conferimento dei premi il Ministero promuoverà la pubblicazione dei lavori i cui autori saranno stati premiati.

Art. 2.

I lavori dovranno pervenire al Ministero non oltre quattro mesi dalla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale*.

Ciascuno di essi dovrà essere chiuso in busta sigillata, non dovrà contenere le generalità dell'autore, ma essere solo contrassegnato da un motto. Sulla busta dovrà essere indicato il concorso per il quale il lavoro viene presentato.

In una busta separata, anch'essa sigillata o contrassegnata da un motto, dovranno essere indicati, su un cartoncino il nome e cognome dell'autore e il suo recapito. Inoltre, dovrà in essa essere contenuto l'atto di nascita o altro documento da cui risulti la data e il luogo di nascita.

Entrambe le buste dovranno essere contenute in un plico che dovrà essere inviato, raccomandato, al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale delle Antichità e Belle Arti - Divisione 4ª), con l'annotazione, a margine del plico stesso, « Concorso per un lavoro didattico musicale ». Sul plico non dovranno essere segnati nè l'indirizzo nè le generalità del mittente.

Art. 3.

La Commissione giudicatrice di ciascun concorso, nella sua relazione, che verrà pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero, esprimerà il proprio giudizio su ogni lavoro presentato, contrassegnato da un motto, e procederà alla identificazione del solo concorrente che intende proporre per il conferimento del premio.

Qualora non si raggiunga l'unanimità di giudizio in merito a qualche lavoro, si procederà a regolare votazione, per la quale ciascun commissario disporrà di venti ventesimi.

Qualora, in base alla votazione, risulti attribuita la stessa votazione di merito a due lavori, si procederà all'apertura di entrambe le buste contenenti le generalità degli autori, ma sarà proposto per il conferimento del premio il concorrente più giovane di età.

Art. 4.

Dopo l'espletamento di ciascun concorso e la pubblicazione della relativa relazione nel Bollettino ufficiale del Ministero, i concorrenti, autori di lavori non premiati, potranno chiedere la restituzione di essi, che sarà effettuata a mezzo di plico raccomandato.

A tale scopo, essi dovranno inviare domanda in carta legale al Ministero, facendo riferimento al motto usato per contrassegnare i lavori e rendendo note le proprie generalità ed il domicilio.

Decorsi tre mesi dalla pubblicazione della relazione, i concorrenti che non abbiano chiesto la restituzione dei lavori decadranno da tale facoltà, restando esonerato il Ministero da qualsiasi ulteriore responsabilità circa la conservazione di essi.

Art. 5.

Alla nomina della Commissione per l'espletamento dei concorsi di cui al presente bando, preveduta dall'art. 3 del citato decreto Ministeriale 10 luglio 1945, si provvederà con successivo decreto.

Art. 6.

La spesa per la corresponsione dei premi relativi ai concorsi suindicati, ammontante complessivamente a L. 60.000 (sessantamila) graverà sul cap. 145 del corrente esercizio finanziario.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 maggio 1947

Il Ministro: GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *giugno* 1947
Registro n. 14, *foglio n.* 186.

(3297)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.